

**SURPOPULATION CARCÉRALE EN ALGÉRIE**

# Des experts anglais plaident pour des peines non exécutoires

**Des experts anglais dans le domaine de l'administration pénitentiaire plaident pour la généralisation des peines non exécutoires. Selon eux, «il ne faudrait pas mettre quelqu'un en prison, alors qu'il peut être puni autrement». Les deux experts anglais citent en exemple le «système pénitentiaire américain», où «le paiement de la caution constitue une forme de punition».**

**Abder Bettache (Alger Le Soir)** - Lors d'un point de presse organisé hier au siège de la Direction générale de l'administration pénitentiaire (DGAP), en présence de son premier responsable, il a été notamment évoqué l'état actuel des prisons en Algérie, à travers la mise en application de nouvelles normes de gestion.

Ainsi, M. Andy Barclay, directeur de projet au sein de International Center for Prison Studies, principal partenaire de la direction générale de l'administration pénitentiaire algérienne, a indiqué «qu'il n'y a pas un système pénitentiaire parfait à travers le monde, mais le plus important dans ce domaine est de respecter la dignité humaine». Et d'ajouter : «Il y a un problème de surpopulation carcérale à travers le monde.

Ce n'est pas un cas propre à l'Algérie. Mais je dis, par ailleurs, que construire des prisons, pour faire face à cette situation, n'est pas la solution idéale.»

L'expert anglais privilégie la suspension des peines prononcées à l'encontre d'une catégorie de prévenus ou bien l'élargissement de la disposition portant intérêt général.

Ceci étant, le séjour des deux experts anglais en Algérie entre dans le cadre du programme de coopération entre la direction générale de l'administration pénitentiaire et le Centre international d'études pénitentiaires de Grande-Bretagne.

Ce programme, faut-il le rappeler, est financé par la partie britannique avec un montant de 300 000 livres sterling.

Ainsi, avec une population carcérale de

59 000 détenus, âgés dans près de 65% des cas de moins de 30 ans, entassés dans des établissements datant pour la plupart du début du siècle dernier, la gestion des prisons devient un défi très difficile à relever.

Mais, en attendant la construction de nouveaux établissements, dont la réception des 13 premiers est prévue vers la fin de 2009, des efforts doivent être entrepris pour assurer le minimum, comme l'hygiène, la santé, l'alimentation, mais aussi donner une chance de réinsertion sociale aux détenus, à travers l'accès à l'enseignement et à la formation en milieu carcéral.

Dans ce cadre, un programme de gestion stratégique des prisons a été lancé dès 2006

avec le Centre international des sciences pénitentiaires (CISP) de Grande-Bretagne, spécialisé dans les systèmes de gestion des établissements pénitentiaires et dont la compétence a été reconnue dans au moins une trentaine de pays.

Le programme avec l'Algérie repose sur deux axes. Le premier est consacré au workshop, alors que le second est consacré à l'application de nouvelles techniques de gestion des prisons, adaptées à la situation algérienne.

Ce programme vise la modernisation de la gestion des établissements pénitentiaires à travers quatre prisons pilotes. M. Mokhtar Felioune, premier responsable de la DGAP, a mis l'accent sur la coopération avec le CISP qui va permettre, selon lui, de moderniser la gestion des prisons afin qu'elles soient conformes aux normes internationales.

Il a affirmé que le lancement de la deuxième phase de ce programme, qui prend fin en

2010, entre dans le cadre de la réforme de ce secteur et «intervient au moment où une nouvelle loi, relative à la gestion des établissements pénitentiaires, a été adoptée (2005), et que l'Etat a lancé la réalisation de nouvelles prisons répondant aux standards internationaux».

En marge de cette cérémonie, M. Felioune a expliqué que quatre établissements pilotes ont été retenus pour l'application de ce nouveau système moderne de gestion, adapté à la réalité carcérale algérienne. Leur choix n'a pas été fortuit.

Il s'agit des prisons de Boufarik, où il y a une forte proportion de détenus, d'El-Harrach, pour le fait qu'elle abrite toutes les catégories de détenus, de Tidjelabine, pour sa dimens

ion moyenne, et enfin de la prison de Boussouf, à Constantine, parce qu'elle est grande.

A. B.

**GHOUL SUR LE CHANTIER DE LA DEUXIÈME ROCADÉ**

**SUD D'ALGER :**

## «87 % d'avancement»

**«Les travaux de la deuxième rocade sud d'Alger ont très bien avancé et sont achevés à 87 %», a déclaré le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, à l'issue d'une visite d'inspection qu'il a effectuée hier le long du tracé de cette nouvelle autoroute entre Zéralda et Boudouaou, dont la livraison est prévue au cours de cet été.**

**Lotfi Mérad - Alger (Le Soir)**

— Lors de cette sortie, Amar Ghoul s'est montré satisfait du niveau d'avancement des travaux tant pour le lot ouvrage d'art, dont le plus grand échangeur d'Algérie à Berrahmoune, à la sortie de Boudouaou, que concernant les routes, pratiquement achevées pour certaines sections.

Tout en inspectant point par point les différents chantiers, Amar Ghoul a exhorté les responsables des entreprises réalisatrices à renforcer les équipes et à accélérer le rythme des travaux,

particulièrement au niveau des tracés prioritaires, à savoir Zéralda-Birtouta, Birtouta-Rouiba ou encore Ouled Omar-Berrahmoune.

A chacune de ses haltes, Amar Ghoul a donné des instructions fermes pour sécuriser les chantiers dans la mesure où, par endroits, comme c'est le cas au niveau de l'échangeur de Birtouta, les travaux sont menés au-dessus de la très fréquentée autoroute de Blida.

Le premier responsable du secteur a également insisté sur

les aménagements extérieurs à travers le reboisement, la signalisation et la mise en place des systèmes de drainage des eaux aux abords des ouvrages d'art et des chaussées.

Selon le ministre, la deuxième rocade sud d'Alger va permettre non seulement de désengorger le trafic automobile dans les quatre wilayas du centre (Blida, Tipasa, Alger et Boumerdès) mais aussi de créer des activités socioéconomiques des régions qu'elle traverse, et ce, grâce aux liaisons et pénétrantes vers les zones industrielles de Meftah, Réghaïa, Rouiba, notamment.

Au niveau du grand échangeur de Berrahmoune, le ministre a exigé le phasage des travaux ainsi que la collaboration avec l'entreprise nationale Saptia pour

les différents équipements nécessaires à la réalisation des viaducs.

Il convient de rappeler que la deuxième rocade sud d'Alger reliera Zéralda à Boudouaou sur un linéaire autoroutier de plus de 65,3 km (200 km en comptant les bretelles et les échangeurs).

Son couloir traverse le territoire de trois wilayas : Alger, Blida et Boumerdès. La réalisation du projet a été confiée au groupement algéro-luso-espagnol Gotera (Engoa-Teixeira-Duarte-OHL).

A sa livraison, cette nouvelle autoroute devra, selon Amar Ghoul, supporter 70% du trafic automobile, absorbé actuellement par la première rocade Ben-Aknoun—Dar-El-Beïda.

L. M.

**APPUI AU DÉVELOPPEMENT DE LA PME**

## Neuf associations et organisations professionnelles adhèrent au projet

**Un accord de partenariat a été signé hier entre l'Agence nationale pour le développement et la promotion de l'investissement de la petite et moyenne entreprise (ANDPME) et neuf associations et organisations professionnelles. L'accord, selon M. Moussaoui Rachid, directeur de l'ANDPME, vise à apporter l'appui nécessaire au développement des petites et moyennes entreprises.**

**F.- Zohra B. - Alger (Le Soir)**

— Intervenant à l'ouverture de la rencontre, M. Benbada, ministre de la Petite et Moyenne Entreprise et de l'Artisanat, a rappelé la signature, au mois de juin dernier, de trois premières conventions avec des associa-

tions et des organisations professionnelles, dans le cadre du programme national de qualification des entreprises.

Au mois de novembre dernier, 13 autres associations ont aussi adhéré au projet d'aide aux PME. C'est aussi dans un souci d'évaluer le parcours des conventions qu'une rencontre a été organisée entre les principales parties concernées.

Le but étant, selon le ministre, d'aller vers une qualité de la production des entreprises et leur développement durable. Figurent parmi les neuf organisations et associations professionnelles, ayant signé le contrat de partenariat avec l'ANDPME, l'Union nationale des transporteurs, l'Union professionnelle pour l'industrie automobile et mécanique, l'Association de la promotion de

l'industrie ainsi que les bourses de sous-traitance et de partenariat de l'Est, de l'Ouest, du Centre et du Sud.

Pour sa part, M. Moussaoui, abordant la question de la promotion des filières d'activité et des territoires, a expliqué que le projet d'appui s'inscrit notamment dans le développement durable, la stratégie industrielle et celle du développement agricole.

Avec les contrats signés précédemment, les accords conclus hier portent à 22 le nombre des associations et des organisations professionnelles ayant adhéré aux projets d'appui aux PME. Le tissu de la PME est constitué actuellement de plus de 321 000 PME, hors artisanat, avec 70 000 activités libérales en 2008 contre 175 000 PME en 1999. Le ministère de tutelle pré-

voit, en outre, la création de 150 000 entreprises dans le cadre du quinquennat 2009/2014. Ce tissu est cependant jugé fragile et doit faire face à des contraintes, telles que les difficultés d'accès à un financement adéquat et adapté à un foncier accompagnant son développement. Par ailleurs, l'appui aux associations professionnelles permettra, selon ses initiateurs, d'accélérer l'adhésion des PME au programme national de mise à niveau. Ainsi, selon M. Moussaoui, plusieurs actions en faveur des associations sont déjà réalisées ou en cours de réalisation. L'ANDPME a, en outre, reçu 98 nouvelles demandes d'adhésion au programme national de mise à niveau des PME, réparties sur différents secteurs d'activité.

F.- Z. B.

### SNJ COMMUNIQUÉ

Le directeur de la publication du quotidien *El Watan*, M. Omar Belhouchet, a reçu, mardi 17 mars 2007, une convocation de la police lui enjoignant de se présenter au Commissariat central pour répondre d'une affaire de diffamation.

La quatorzième du genre pour une même affaire, cette convocation, comme celle faite en début de semaine, dans les mêmes termes et suivant la même procédure, pour le directeur du *Soir d'Algérie* et le directeur de la rédaction MM. Fouad Boughanem et Nacer Belhadjoudja, fait craindre la résurgence de ces pratiques de pression exercée sur la presse.

Le Syndicat national des journalistes ne peut que dénoncer de telles procédures.

Rappelant, qu'en l'espèce, les journalistes ne devraient être convoqués et ne se présenter que devant les juges et nulle autre autorité.

Seule la justice est habilitée à traiter des affaires de diffamation.

Le syndicat, qui considère le refus des directeurs d'*El Watan* et du *Soir d'Algérie* de répondre aux convocations de la police comme un acte citoyen à saluer, exige la cessation immédiate de ces tentatives d'intimidation et rappelle, s'il en était besoin, que la liberté de la presse et d'expression reste l'une de ses préoccupations majeures et permanentes.

**P/Le Syndicat national  
des journalistes  
Le secrétaire général  
Kamel Amarni**